

Ma première recommandation, chers collègues, c'est de ne pas désespérer de la situation, si mauvaise qu'elle vous paraisse. Car, croyez-moi, ce qui vous a nui le plus par le passé, classes surchargées, cours interrompus par les oraux de langues, absentéisme massif de fin d'année, marginalisation de l'épreuve de philosophie au baccalauréat, tout cela, je le dis, chers collègues, vous paraîtra bientôt aussi plaisant aux oreilles que les vers du poète et le doux miel de Leibniz.

Demain, dans trois jours, après le repos estival que l'on paye au prix fort d'une culpabilité acceptée, les classes enfleront en nombre d'élèves, les dédoublements seront marginaux, nous aurons en moyenne une classe en plus, nous assurerons des fonctions de gardiennage jusqu'au mois de juillet, la charge de copies augmentera en proportion du nombre croissant de vacataires qui ne corrigent pas, nous encadrerons pour des miettes des étudiants de licences sous formés livrés en pâture, nous animerons des ateliers HLP pour les élèves ayant déjà passé l'épreuve en fin de première, en avril, début mai, nous préparerons, une fois toutes les épreuves soldées, une « dissertation universelle de philosophie » dans des lycées désertés et cela pour un coefficient de 2,7 pour tous les élèves, après parcours sup, quand tout sera déjà joué pour eux. Nous ne serons plus que la caution symbolique, la fine sucrerie de fin d'année, le dragibus philosophique universel en phase terminale. Voilà ce qui vient, chers collègues, voilà ce que nous vivrons tous.

Après cela, je demande aux uns de se rappeler ce qu'on leur a raconté, aux autres de se remettre dans l'esprit ce qu'ils ont vu par eux-mêmes, à tous de se demander ce qu'ils peuvent faire encore. Certes, chers collègues, nous ne pouvons pas infléchir un mouvement historique qui marginalise toujours plus l'effort de la pensée, qui flatte pour mieux asservir, qui inhibe l'esprit pour mieux le dominer. En effet, nous ne pouvons pas faire en sorte que certains représentants de l'État français ne cessent de considérer les citoyens comme des enfants et ses agents comme des serviteurs dénués de sens civique, d'une docilité contraire à l'examen critique qu'ils s'efforcent aussi d'enseigner. Il va de soi enfin, que toutes les actions sont également vaines au regard du grand caché, de la fuite du temps, de la misère des hommes, de la corruption de toutes choses, du tambourin universel, du grand trou noir cosmique.

Ce que nous avons à craindre, chers collègues, est d'une autre nature, autrement plus modeste, je vous l'accorde, que toutes ces belles idées qui incitent au renoncement et à l'inaction chronique. Ce que nous avons réellement à craindre, c'est la grande dépression, la nôtre, devenir les ombres de nous-mêmes, sommés de faire ce que nous ne pouvons penser, de penser ce que nous ne pouvons dire, de dire enfin ce que nous savons faux. La question n'est pas de défier un ministère (lequel d'ailleurs, celui qui marginalise les corps d'inspection ou celui qui infantilise les professeurs dans un insupportable paternalisme, l'un ayant pris la suite de l'autre ?) mais de savoir comment nous pouvons encore nous défendre contre des hommes et des femmes qui ne veulent ni notre bien ni celui des élèves. Comment parler de l'intérêt des élèves quand nous serons tenus de faire classe à 36, parfois 37 élèves, quand les exercices proposés au baccalauréat sont cyniquement infaisables (la preuve si besoin avec ce texte de Montaigne en classes techniques), quand des étudiants de 20 ans qui suivent des cursus hybrides à l'université seront placés devant des classes pour enseigner la philosophie à des élèves de 18 ans au risque de leur santé mentale.

Je vous entends car c'est aussi le discours que je me tiens à moi-même quand j'en viens à accepter l'inacceptable : à quoi bon ? Tout cela revient au même, c'est-à-dire à rien. Les pétitions sont inutiles, les consultations formelles et cette adresse aussi vaine que futile. Nous en sommes là, chers collègues, mais nous sentons aussi que notre peau vaut plus qu'1/30^{ème} de salaire, que nos revendications sont justes, que nos discours sont pondérés. Nous sommes d'ailleurs encore reconnus comme des gens raisonnables puisque l'État français nous paye pour enseigner la philosophie aux jeunes citoyens français avec la raison au programme.

Le problème, car problème il y a, c'est que ceux qui nous somment en permanence de l'être ne le sont pas eux-mêmes. S'ils l'étaient, raisonnables, ils prendraient le temps d'élaborer sereinement un programme au lieu de nous mettre, en période de correction, dans une situation impossible, au lieu de traiter avec mépris ceux qu'ils sont supposés consulter. Ils réfléchiraient avec nous à ce que peut être un cours de philosophie dans des classes à 37 avec les élèves que nous connaissons, ils ne mettraient pas devant des classes des étudiants de licence, ils paieraient enfin au juste prix un travail qu'ils seraient incapables d'assurer eux-mêmes. Voilà pourquoi, en toute conscience, nous devons prendre la mesure de ce qui se passe aujourd'hui avec notre enseignement : ça ne va pas ! Pouvons-nous accepter cela sans broncher ou avons-nous suffisamment de foi dans l'enseignement que nous délivrons pour nous battre pour lui et ce qu'il continuera d'apporter demain à des élèves que nous respectons à la hauteur du respect que nous devons à nous-mêmes.

.....